

mêmes. Nous devons étudier les meilleures méthodes pour garantir notre entrée dans les marchés américains et autres, dans les meilleures conditions possibles. Nous devons toujours assurer un climat favorable aux investissements en capital.

Il y a un an, le premier ministre (M. Trudeau) déclarait, lors d'une entrevue télévisée à Regina, que la propriété étrangère est un moyen pour notre pays d'accéder à une technologie complexe qui autrement ne nous serait pas accessible. La balance de notre commerce avec les États-Unis fut longtemps déficitaire. Notre capacité industrielle s'est maintenant accrue au point où, en 1970, cette balance commerciale avec les États-Unis a comporté un excédent de plus de 2 milliards de dollars. Il importe aussi de retenir que cette année-là, plus de 65 p. 100 de nos exportations à destination de ce pays étaient sous forme de produits manufacturés.

Depuis 25 ans, notre main-d'œuvre a doublé. Notre produit national brut s'est accru 20 fois depuis 40 ans. Notre productivité et notre niveau de vie ont grandement profité de l'essor de la technologie et du commerce avec les États-Unis. Les incidences économiques ont été formidables. Elles se traduisent par des débouchés plus vastes, une productivité accrue et des salaires plus élevés pour les Canadiens.

Étant donné ces avantages, c'est avec irritation que nous entendons les tenants du nationalisme économique crier passionnément qu'il nous faut sauvegarder notre identité nationale. Or ce qui symbolise le mieux cette identité est, sans contredit, l'accroissement du niveau de vie au Canada. Il se peut que nous ayons à nous plaindre de certains aspects de nos rapports avec les États-Unis et je suppose qu'il en sera toujours ainsi, mais à ma connaissance, aucun président américain n'a jamais voulu que son voisin au nord vive dans la pauvreté. Il est dans l'intérêt des États-Unis que nous soyons riches et prospères. Les Américains ne pourraient commercer avec un voisin pauvre. Nos deux pays affichent les plus hautes moyennes de salaire au monde, et le commerce se fera beaucoup plus naturellement entre nous qu'avec tout autre pays.

Depuis des années, nous accueillons favorablement les filiales de sociétés américaines. Plusieurs se sont implantées ici pour contourner les barrières tarifaires et certaines ont reçu des stimulants fiscaux pour s'installer au Canada. Elles ont amené des capitaux et une technologie qui ont fourni des emplois aux Canadiens. Nous avons pu les contrôler en vertu de nos lois fiscales, ouvrières et anti-pollution. Les dirigeants de ces entreprises gigantesques ne comptent pas parmi nos électeurs et nous serions les premiers à protester si ces entreprises n'obéissaient pas à nos lois. Je suis en faveur de l'implantation des entreprises multinationales au Canada tant que leurs investissements serviront, non pas à nous exploiter, mais à accélérer notre croissance. Dans ce cas, nous en profiterons.

Les Japonais ont réussi à créer des entreprises spéculatives à appartenance mixte en attirant des capitaux étrangers de spéculation assortis de leurs propres capitaux. De la sorte, ils obtiennent la moitié de l'actif en capital américain ainsi que toutes les techniques américaines auxquelles ils ajoutent une part égale de leur propre capital tout en gardant le contrôle. Si nous le voulons, nous pouvons faire de même au Canada. Toutefois, les sociétés américaines ont une raison de plus pour aller s'installer au Japon. Laquelle? Pour maintenir les coûts de production au niveau le plus bas. L'ouvrier japonais ne jouit pas du

même niveau de vie que son homologue canadien. Il travaille dans une région où les salaires sont bas et en toutes choses, et il est bien loin en arrière de l'ouvrier canadien, à partir des installations sanitaires jusqu'aux automobiles.

Quant au gouvernement américain, tout ceci conjugué avec les dépenses militaires qui se sont élevées depuis la guerre à 1,200 milliards de dollars, et l'aide extérieure, au montant de 134 milliards, a pratiquement conduit l'économie américaine au bord de la faillite. Il s'en est suivi le taux de chômage le plus élevé depuis 10 ans, la dévaluation du dollar, un déficit dans la balance commerciale de l'ordre de 3.6 milliards de dollars et en 1971, un déficit astronomique, dans la balance des paiements soit 29.6 milliards de dollars. Une défense nationale compromise a bouleversé le programme des affaires intérieures et accru au cours des quatre ans de l'administration actuelle la dette nationale des États-Unis à 100 milliards de dollars.

Les sociétés multinationales sont néfastes pour les politiques américaines du fait qu'elles sont responsables des énormes sorties de capitaux américains exprimés en dollars et des techniques américaines. Si les États-Unis gardaient chez eux leurs techniques, plus d'emplois seraient créés et ils parviendraient peut-être à équilibrer leur budget. Les sociétés multinationales créent des emplois au Canada.

La seule théorie qui compte est celle qui fonctionne dans la pratique. La société multinationale obtient du succès parce qu'elle allie la gestion éclairée à la technologie et permet au Canada d'accéder aux marchés mondiaux et financiers. Toute société, qu'elle soit canadienne ou étrangère, qui triomphe de ces concurrents grâce à des pratiques et à des principes commerciaux judicieux sert l'intérêt national.

• (1720)

Après le 1^{er} janvier 1973, le Marché commun comptera dix pays membres réunissant 257 millions de personnes pour en faire le bloc commercial le plus puissant du monde. Tout comme les Français craignaient l'intégration il y a 15 ans de peur que leur industrie ne soit submergée par les Allemands, les Britanniques ont craint que leur industrie ne soit étouffée par la concurrence du continent. La France a prospéré au sein de la communauté et l'entrée de la Grande-Bretagne n'exige pas d'explication.

L'application de la politique agricole commune à l'intérieur de la communauté a eu pour effet de restreindre les exportations canadiennes de grains et autres produits visés par le régime des contributions variables. Il ne fait pas de doute que l'entrée de la Grande-Bretagne nuira aux exportations canadiennes car ce pays achètera une plus large part des denrées alimentaires dont elle a besoin dans les autres pays de la communauté. Le Marché commun élargi facilitera le commerce entre ses membres, mais il érigera des barrières aux fournisseurs de l'extérieur.

Que cela nous plaise ou non, la société multinationale devient un mode de vie. Entre 1961 et 1969, il y a eu dans la communauté européenne 820 fusions entre des sociétés continentales et des sociétés de l'extérieur. Quelqu'un a dit qu'à la fin du siècle, de 300 à 500 sociétés géantes auront mainmise sur la moitié ou les deux tiers de la production industrielle du monde libre. Non seulement devons-nous affronter la concurrence de géants industriels dont la technologie et la productivité croissent régulièrement, mais aussi celle des blocs commerciaux.

Les sociétés américaines établissent des filiales en Europe et y réussissent très bien, surtout en raison de leur